

L'action syndicale à l'international vue du Sud : du global au local ou du local au global?

Southern Perspectives on Transnational Unionism: From the Global to the Local or from the Local to the Global?

El internacionalismo sindical visto del Sur: Alternancia entre lo local y lo global

Armél Brice Adanhounme and Christian Lévesque

Volume 68, Number 2, Spring 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1016318ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1016318ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (print)

1703-8138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Adanhounme, A. B. & Lévesque, C. (2013). L'action syndicale à l'international vue du Sud : du global au local ou du local au global? *Relations industrielles / Industrial Relations*, 68(2), 239–260. <https://doi.org/10.7202/1016318ar>

Article abstract

Based on the account of trade union representatives from the mining sector in Ghana and Mexico, this paper offers a re-reading of the debate on transnational unionism between developing global coalitions and local networks. Trade union strategies are captured under three analytical fields: spaces of transnational unionism, modes of interaction, and frames of reference. The paper's objective is to understand how national trade unions articulate the local and the global, and identify the factors that push and pull them into the transnational space.

While trade unions in both countries have undergone a process of union renewal, their transnational strategy differs: Ghanaians are engaged in capacity building and Mexicans in coalition building. Strategies of transnational unionism are shaped by national contingencies. First, the Ghanaian trade union intervenes mainly at the African regional level through education and training programs for the rank and file, while the Mexican trade union is present at both the North-American regional and transnational levels, particularly through solidarity campaigns. Second, while Ghanaians maintain weak ties with other trade unions, the Mexicans are engaged in a wide repertoire of action with the North-American trade unions and international federations. Third, Ghanaians conceive their interests on the basis of a strong clan-based identity and see transnational unionism as a mean to increase their resources, while Mexicans build broader coalitions based upon class identity.

In both cases, strategies of transnational unionism go beyond the dichotomy of the local and the global. They are socially constructed, locally embedded and are shaped by the dynamics of the political economy in which the trade unions are rooted and the supranational structures of opportunity available to them.

L'action syndicale à l'international vue du Sud : du global au local ou du local au global?

Armel Brice Adanhounme et Christian Lévesque

Le débat sur l'action syndicale à l'international oppose deux perspectives que cet article propose de dépasser : la construction de coalitions globales ou le développement de réseaux locaux. Pour renforcer le pouvoir syndical au niveau global tout en accroissant les capacités au niveau local, nous proposons l'heuristique de l'action syndicale internationale enracinée que nous soumettons à la pratique dans deux syndicats nationaux du secteur minier. Tout en créant des espaces transnationaux qu'ils occupent en fonction de leurs priorités locales, ces deux syndicats naviguent entre le global et le local avec des stratégies différentes de coordination spatiale : le renforcement des savoir-faire au Ghana et le développement de coalitions au Mexique. Toutefois, leurs différences s'expliquent aussi bien par l'économie politique de leur pays que par les structures d'opportunité transnationales à leur portée.

MOTS-CLÉS : syndicats, réseaux, coalitions, Ghana, Mexique

Introduction

Cet article vise à comprendre comment les syndicats du Sud mènent leur action à l'international. Plusieurs auteurs ont soutenu que de nouvelles formes de syndicalisme international émergeaient du Sud (Lambert, 2002; Munck, 2002; Webster, Lambert et Bezuidenhout, 2008). Allant au-delà du syndicalisme d'affaires, plutôt réduit à la défense des intérêts économiques des membres, ces formes consistent à forger de nouvelles alliances, notamment avec les organisations de la société

Armel Brice Adanhounme, chercheur postdoctoral Banting, Laboratoire de recherche sur le droit du travail et le développement (LLDRL), Faculté de droit, Université McGill, et chercheur associé au Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), Montréal, Québec (armel.adanhounme@mail.mcgill.ca).

Christian Lévesque, professeur titulaire de relations du travail, Service de l'enseignement de la gestion des ressources humaines, HEC Montréal, et codirecteur du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), Montréal, Québec (christian.levesque@hec.ca).

Remerciements : Les auteurs remercient de façon particulière les personnes qui leur ont accordé une entrevue dans le cadre des recherches décrites dans cette étude. La recherche s'inscrit dans le cadre du programme du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), et a bénéficié de l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et du Centre de recherche pour le développement international (CRDI). Outre les commentaires et suggestions des évaluateurs anonymes de la revue, les auteurs ont bénéficié de ceux de Peter Fairbrother, Nick Hammer et Marc-Antoine Hennebert sur une version antérieure du texte et les en remercient également.

civile (Lambert, 2002 : 187). Forcés de se mondialiser en allant vers « le global » comme les firmes multinationales (FMN), ces syndicats recourent aux réseaux intersyndicaux transnationaux. À l'opposé des « globalistes », les « localistes » insistent sur l'enracinement local du syndicat au motif que la priorité doit être accordée aux initiatives endogènes dans la lutte contre les FMN. Burawoy (2010) recommande de développer les réseaux locaux et fait remarquer la complexité du syndicalisme transnational, lequel, à en croire Ghigliani (2005), apparaît plus comme une affaire de forme que de contenu. Burawoy (2009, 2010) réfute en fait la possibilité de trouver l'alternative à la mondialisation dans un contre-mouvement global et privilégie la création de larges solidarités au niveau national en lieu et place de la construction d'un syndicalisme transnational.

Alors que ces deux approches admettent l'impératif d'une réponse syndicale locale à la mondialisation, elles divergent sur les stratégies appropriées. La première insiste sur un mouvement descendant du global vers le local (Webster, Lambert et Bezuidenhout, 2008), alors que la seconde réduit le global au local (Burawoy, 2009, 2010). La question que toutes les deux soulèvent cependant et dont traite cet article est celle de l'articulation entre le local et le global. Pour y répondre, nous proposons de redéfinir les relations entre le local et le global à partir de la compréhension qu'ont les protagonistes eux-mêmes de leurs stratégies de globalisation du local et de localisation du global. Nous soutenons que le local et le global ne sont pas des entités séparées mais qu'elles sont interconnectées et interdépendantes, et que le sens que leur attribuent les acteurs est contingent et non déterministe. À cet effet, nous proposons l'heuristique de *l'action syndicale internationale enracinée* pour comprendre comment les syndicats du Sud s'engagent dans le syndicalisme transnational.

La recherche analyse les stratégies de deux syndicats du secteur minier au Ghana et au Mexique. Dans ces pays, les syndicats sont en situation de vulnérabilité du fait des contraintes structurelles imposées par les réformes libérales sur leur économie, notamment par les programmes d'ajustement structurel (PAS), et leur dépendance envers les investissements directs étrangers (IDE). Ces syndicats se sont néanmoins engagés dans un processus de renouvellement de leur leadership; ce qui a entraîné la mise en place de nouveaux répertoires d'action aux niveaux local, national et international. Ils se sont particulièrement engagés dans l'extension des pratiques et des relations intersyndicales à différents niveaux spatiaux. Le récit que font ces syndicats du Sud de leur engagement transnational peut éclairer notre compréhension du débat sur l'action syndicale à l'international.

L'article est divisé en quatre parties. La première développe le concept d'action syndicale enracinée pour comprendre les diverses formes de l'action syndicale à l'international. La deuxième partie décrit la méthode de recherche de deux

études de cas, alors que la troisième partie présente la structure économique et les arrangements institutionnels au Ghana et au Mexique ainsi que les stratégies syndicales à l'international. La quatrième partie relève les facteurs susceptibles d'expliquer les similitudes et les différences dans les stratégies syndicales à l'international. La conclusion situe les résultats de cette recherche dans le cadre du débat sur l'articulation entre le local et le global.

Pour une action syndicale internationale enracinée

Le concept d'*action syndicale internationale enracinée* cherche à cerner les stratégies qui permettent aux syndicalistes de naviguer entre le local et le global. Rappelant Cohen (1992) qui admet la légitimité des identités plurielles, Tarrow (2005) cherche à dépasser la dichotomie entre le local et le global en insistant sur leur complémentarité. Il donne l'exemple des syndicalistes du Sud qui établissent des liens avec des syndicalistes étrangers et des organisations non gouvernementales (ONG), et les différencie des autres syndicalistes qui sont incapables de traverser les frontières. L'alternative ne se pose pas en termes de mouvement vers le global ou à l'inverse de repli local, mais dans l'articulation du global et du local en fonction des possibilités pour les syndicats d'accroître leurs capacités d'agir à l'international tout en renforçant leur pouvoir au niveau local. Cette articulation peut s'opérer dans les trois champs que sont les espaces de l'action syndicale à l'international, les modes d'interaction et le cadre de référence attribué à l'action syndicale à l'international.

Le premier champ, les espaces de l'action syndicale, renvoie à la nature de l'articulation entre le local et le global. Il définit comment les acteurs transposent les pratiques locales à l'international en mobilisant les ressources à leur portée et comment les questions internationales sont internalisées et adaptées aux stratégies locales (Tarrow, 2005). Puisque l'espace et sa production déterminent la praxis sociale (Herod, 2002; Herod, Rainnie et McGrath-Champ, 2007; Marston, 2000; Turnbull, 2010), la construction de l'espace de l'action syndicale recouvre les trois aspects que sont les niveaux où les enjeux sont répertoriés (local, national, continental, international), les enjeux traités (éducation, conditions de travail, droit du travail, environnement, etc.), et l'espace réservé à l'engagement des salariés et des représentants locaux.

Le deuxième champ accorde une grande attention aux modes d'interaction entre les syndicats et avec les ONG. Comme le soulignent nombre d'auteurs, les syndicats ne sont pas forcément portés à la collaboration transnationale (Greer et Hauptmeier, 2008; Lillie et Martinez Lucio, 2004). À la vérité, il y a une compétition, notamment entre les syndicats des pays développés et ceux des pays en voie de développement (Johns, 1998; Lillie et Martinez Lucio, 2012). Trois composantes apparaissent pertinentes : l'intensité des liens établis avec d'autres

acteurs à différents niveaux; l'étendue de la coopération et des tensions entre ces acteurs; et les répertoires d'action que les syndicats mobilisent, notamment l'échange d'information, la négociation collective transnationale, l'appui aux grèves et la diplomatie.

Le troisième champ porte sur le cadre de référence de l'action syndicale à l'international. Comme le montrent les études sur les mouvements sociaux (Benford et Snow, 2000; Tarrow, 2005), les conditions matérielles ne poussent pas nécessairement à l'action et ne déclenchent pas la mobilisation. Les syndicats ont besoin de donner un sens à leurs actions pour les situer dans un cadre de valeurs et de significations communes. La manière dont ils définissent leurs intérêts en opposition aux autres est une composante essentielle de leur action à l'international (Anner, 2011; Herod, 1995; Johns, 1998; Ryland et Sadler, 2008). Les cadrages locaux et globaux présupposent la représentation qu'ils ont de leur communauté d'intérêts, qui peut être opposée à celle des autres, comme c'est souvent le cas dans les pays du Sud où la question de l'altérité est essentielle dans la définition de la totalité, comme l'indique la notion d'internationalisme. Un autre aspect de la question touche à la logique qui soutient l'engagement syndical à l'international. Lévesque et Dufour-Poirier (2005) relèvent trois logiques à cet égard : une logique portée sur les ressources, une autre sur la construction des capacités, et une troisième sur la transformation. Ces logiques définissent comment les syndicats conceptualisent les espaces de leur action à l'international.

Le positionnement des syndicats dans l'un ou l'autre de ces champs et leur articulation semblent tributaire des dynamiques de l'économie politique dans lesquelles ils sont enracinés et les structures d'opportunité transnationales à leur portée. Ces dynamiques et structures peuvent faciliter certaines actions à l'international et en empêcher d'autres (Ghigliani, 2005; Lillie et Martinez Lucio, 2004). Greer et Hauptmeier (2008) soulignent qu'une réduction du pouvoir de négociation au niveau local ou national pousse les syndicats à s'engager à l'international, notamment au plan de la négociation collective. Burgoon et Jacoby (2004) ont montré, qu'outre les conditions économiques locales, l'action syndicale à l'international est façonnée par les structures d'opportunité au niveau supranational. La présence de mécanismes transnationaux comme les comités européens d'entreprise, ou de structures syndicales, comme les fédérations internationales, peuvent servir de tremplin et attirer les syndicats vers l'international. Ces mêmes structures d'opportunité au niveau supranational influencent les stratégies des syndicats nationaux, notamment en ce qui concerne l'espace réservé à l'engagement des salariés et des représentants des syndicats locaux (Kay, 2005; Lévesque et Murray, 2010; Pulignano, 2005).

Ces études laissent présager que les stratégies syndicales à l'international sont à la fois enracinées dans l'économie politique nationale et façonnées par les structures d'opportunité au niveau supranational. L'objectif de cet article consiste à mieux comprendre comment les syndicats nationaux servent de charnière entre le local et le global, et à découvrir les facteurs qui les poussent et les attirent vers les espaces transnationaux.

Méthode de recherche

L'heuristique de *l'action syndicale internationale enracinée* est appliquée aux stratégies de deux syndicats nationaux du secteur minier au Ghana et au Mexique. Deux considérations ont guidé le choix de ces pays et syndicats. D'abord, ces pays du Sud se sont engagés dans des réformes libérales visant la modernisation de leurs institutions politiques et économiques. Ces réformes, mises en place au début des années 80, ont renforcé l'influence des FMN, notamment dans le secteur des mines. Ensuite, les deux syndicats, à peu près à la même période, ont entrepris un processus de renouveau suite à un changement de leadership. Ce processus les a amenés à développer de nouveaux répertoires d'action tant au niveau local qu'international. Notre approche comparative ne vise pas à opposer des cas contrastés, mais cherche plutôt à mieux comprendre les pratiques et les dynamiques syndicales en les situant dans leurs contextes nationaux (Dufour et Hege, 2011).

Le syndicat ghanéen, le *Ghana Mine Workers Union* (GMWU), est l'un des 18 syndicats nationaux autonomes affiliés au *Ghana Trade Union Congress* (TUC). Créé il y a 70 ans, le GMWU qui était encore composé de 31 branches au nombre desquelles on compte des établissements d'extraction minière et des services, a vu ce nombre doublé avec sa politique de syndicalisation des employés de bureau et du personnel professionnel entre 2002 et 2007. En 2007, le syndicat comptait un effectif de 14 877 travailleurs. Sa juridiction s'étend à tout emploi direct ou indirect lié à l'industrie minière, dont notamment le secteur minier informel.

Créé en 1934, le syndicat mexicain des mineurs (SNTMMSRM), généralement appelé les *Mineros*, représente la majorité des travailleurs de l'industrie minière. Les *Mineros* sont également présents dans le secteur manufacturier. Au total, ils représentaient environ 160 000 travailleurs en 2008. Ce syndicat est membre du Congrès du travail, instance qui regroupe les grandes centrales syndicales et les grands syndicats industriels du Mexique.

Au Ghana, les données, sous forme d'entretiens, de documentation et d'observations, ont été collectées en 2007. Elles reposent essentiellement sur un ensemble de 22 entretiens avec différents acteurs : les officiels nationaux et régionaux du GMWU (n = 5); les dirigeants locaux de trois différentes mines

(n = 10), des activistes sociaux (n = 7) comme les ONG, la Chambre des Mines et les représentants d'une communauté minière locale, tous en relation avec le GMWU. Au Mexique, la collecte s'étend principalement de 2001 à 2004, et comprend 17 informateurs clés à différents niveaux: le personnel des fédérations syndicales internationales (n = 3); les officiels élus des syndicats industriels nationaux (n = 7) dont ceux du syndicat mexicain des mineurs (n = 3); et des représentants des syndicats locaux de ce même syndicat (n = 4). Entre 2004 et 2011, nous avons aussi assisté à différents forums et rencontres au Mexique et au Canada impliquant des délégués syndicaux des secteurs minier et métallurgique de différents pays. Des entretiens plus ciblés en 2007 et en 2010 auprès des dirigeants des Mineros ont permis de faire un suivi de l'évolution de la situation syndicale au Mexique.

Dans les deux pays, nous avons procédé à des entrevues semi-structurées et ouvertes, sous la forme de récit de vie et de pratique. Ces entrevues ont couvert un large éventail de sujets : l'histoire du syndicat; sa structure et ses dynamiques internes; les arrangements institutionnels dont il fait partie; la récente évolution dans l'économie politique du pays; les perspectives sur l'action syndicale transnationale : la place de la solidarité transnationale, la nature des relations établies avec d'autres syndicats et les ONG; la conception de la solidarité et des intérêts des membres; la nature et l'intensité des réseaux développés; bref des questions touchant aux champs susmentionnés. L'analyse de divers documents (politiques syndicales, conventions collectives, statuts et règlements) a aussi permis d'affiner notre compréhension du contexte et des stratégies du syndicalisme transnational dans les deux cas.

L'action syndicale à l'international en contexte

Cette section présente les résultats de la recherche à travers l'analyse des cas ghanéen et mexicain. Dans chaque cas, nous présentons d'abord la structure économique et les arrangements institutionnels du pays et ensuite les stratégies d'action syndicale à l'international.

Structure économique et arrangements institutionnels dans le cas ghanéen

Le Ghana est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) où il est donné en exemple de croissance économique par les institutions de Bretton Woods, notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Après une période d'instabilité politique et économique, le Ghana s'est engagé dans une réforme libérale des programmes d'ajustement structurel (PAS) en 1983 (Rothchild, 1991; Panford, 2001; Hutchful, 2002). Alors que les données officielles indiquent 11 % de taux d'emploi, l'économie

informelle s'élève à 80 % et explique le pourcentage élevé de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (Baah, 2005). En témoigne le nombre élevé des mineurs traditionnels appelés « *galamsey* », provenant de la main-d'œuvre rurale non qualifiée et estimé entre 100 000 et 200 000 (Hilson, 2002). Ces mineurs de l'informel fournissent respectivement environ 10 % et 60 % de la production en or et en diamant du pays. Paradoxalement, ce secteur minier informel est reconnu pour sa contribution à l'allègement de la pauvreté, surtout dans les zones rurales où les possibilités d'emploi dans le secteur formel sont rares (Akabzaa, 2009). Les relations conflictuelles entre ces mineurs indigènes et les FMN minières étrangères sur des questions relatives à l'accès à la terre pour l'extraction minière témoignent de l'opposition entre l'économie formelle plutôt intéressée par la stabilité macro-économique et l'économie informelle substantive de la majorité des Ghanéens.

Les institutions du travail sont basées sur un climat politique favorable au monde des affaires depuis que les syndicats, notamment le TUC, ont supporté les PAS. Lorsque le pays renoua avec le multipartisme en 1991, le TUC privilégia la neutralité politique. Cette politique de neutralité s'explique par les dures leçons que le TUC a apprises de ses précédentes alliances avec les régimes politiques qui l'ont rendu dépendant et vulnérable (Konings, 2006 : 375). Les PAS ont entraîné une augmentation du produit intérieur brut pouvant atteindre les 6 % tout au long des années 90. Cependant, des disparités socio-économiques et spatiales sont restées, notamment en ce qui concerne l'accès à la santé et à l'éducation (Konadu-Agyemang, 2000). En 2002, le taux d'alphabétisation était de 63 %. Au lendemain des réformes, un code minier en accord avec la stratégie de la Banque mondiale sur la production minière vit le jour en 1986 et sera révisé plus tard en 2006 (Akabzaa, 2009; Campbell, 2004). L'on a cru que ces réformes accéléreraient le développement national et réduiraient la pauvreté. Mais après plus d'un quart de siècle, elles ont eu des effets néfastes sur les communautés minières rurales où la pauvreté reste abjecte et endémique (Aryeetey, Osei et Twerefou, 2004; Hilson, 2004). Les Ghanéens ont raison de douter que le secteur minier ait été un outil efficace d'allègement de la pauvreté et de développement durable (Akabzaa, 2009).

Nos propres observations montrent que les relations d'emploi dans le secteur minier varient selon les rapports complexes que les travailleurs entretiennent avec la communauté, les FMN minières et l'État. Dans une mine en particulier, les travailleurs qui sont pour la plupart des « étrangers » provenant d'une autre région vivent séparés de la communauté locale. Dans un contexte où l'État ne parvient pas à offrir les infrastructures de base en santé et en éducation, les attentes sociales vis-à-vis des FMN minières sont très élevées. Si certaines FMN répondent favorablement à ces attentes dans le cadre de leur programme de

responsabilité sociale, d'autres y accordent peu d'importance selon le GMWU. Du fait du fort taux d'analphabétisme, les programmes en éducation sont hautement appréciés d'autant que les enfants instruits constitueront plus tard « le fonds de pension des parents ». L'économie informelle reste le lieu commun où la communauté et les travailleurs se rencontrent : la majorité des femmes des mineurs sont commerçantes au marché du village où elles vendent des produits de première nécessité. Outre le travail dans les mines, leurs maris possèdent un jardin où ils cultivent des produits alimentaires en complément de leur salaire.

Stratégie de l'action syndicale à l'international dans le cas ghanéen

Une nouvelle génération de militants a pris la direction du GMWU suite au décès en 2005 du secrétaire général qui était resté en poste pendant 22 ans. Sous leur leadership, le GMWU a entrepris un processus de modernisation en quatre points : (a) la formation des salariés et de la direction; (b) la syndicalisation des cadres, des superviseurs et des travailleurs du secteur informel; (c) le renforcement du dialogue social; et (d) le réseautage. La perspective internationale du GMWU se situe dans ce processus de modernisation.

Depuis 1995, le GMWU est affilié à la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines, et des industries diverses (ICEM). Cette affiliation internationale lui a ouvert un nouvel espace de coopération transfrontalière. Ses dirigeants participent régulièrement aux congrès internationaux. Depuis le mois d'avril 2011, la présidence régionale de l'ICEM Afrique sub-saharienne est dirigée par un responsable du GMWU. Une autre personne est responsable du comité des femmes africaines de l'ICEM. En plus de servir de cadre d'échanges d'information et de réseautage, ces forums offrent au GMWU une plus grande visibilité au Ghana et en Afrique sub-saharienne. Ils offrent aussi une occasion de changement. Un leader national affirme qu'ils appartiennent à « une nouvelle génération de militants engagés qui ont opté pour le changement et non des bureaucrates intéressés à la diplomatie ».

Les espaces de l'action syndicale sont toutefois segmentés et l'intermédiation entre le local et le global passe par le niveau continental. La construction d'alliances dans le cadre notamment de l'ICEM et des syndicats africains supprime les relations avec les ONG et les syndicats occidentaux. C'est principalement au niveau continental que les besoins et problèmes que rencontrent les travailleurs sont répertoriés. Les enjeux sont fonction des paramètres locaux et touchent à la résolution des problèmes des jeunes et des femmes et à l'amélioration des conditions de vie dans les communautés minières au moyen de l'assistance humanitaire particulièrement.

Cela dit, le développement de nouvelles aptitudes et savoir-faire demeure le plus important besoin que le GMWU tente de combler. Les ressources

internationales sont orientées vers la formation à la négociation collective, au recrutement de nouveaux membres et à l'organisation, notamment la recherche et la planification. Les sujets de formation touchent aux besoins de la communauté, les normes internationales du travail, le VIH, la santé et la sécurité au travail. Les leaders nationaux recommandent des responsables locaux et des travailleurs pour la formation à l'étranger. Plusieurs leaders nationaux ont eux-mêmes profité des programmes internationaux de formation qui les ont aidés à occuper leurs fonctions actuelles. Ces programmes permettent d'internationaliser et d'adapter les questions internationales comme le travail décent et la lutte contre le VIH aux enjeux locaux, et ainsi de connecter le global au local.

L'espace attribué à la base et à l'engagement des responsables locaux dépend aussi des programmes éducatifs. Les ressources sont dédiées au renforcement et au développement de leurs compétences. C'est dans cette perspective « d'accroissement du capital humain », comme le souligne le coordinateur des programmes éducatifs du GMWU, que la solidarité transnationale est sollicitée pour appuyer les projets de formation. Le GMWU offre un espace à l'engagement des responsables locaux à l'occasion des rencontres internationales, notamment les congrès continentaux et internationaux. Même si cet espace reste réduit, il permet de renforcer l'intérêt des membres pour les questions internationales et accroît leur sentiment d'appartenance à la communauté internationale.

Les interactions au sein de ces espaces sont de faible intensité. Au niveau international, le GMWU participe à des campagnes de mobilisation pour forcer les FMN à respecter les normes du travail. Avec les pays occidentaux, la coopération est réduite à l'échange d'information; un leader national regrette « qu'ils n'ont pas entrepris des actions de solidarité avec les syndicats nord-américains dont le niveau d'engagement n'est pas très élevé ». La relation est moins cordiale avec la *Wassa Association of Communities Affected by Mining*, une ONG locale créée en 1998 qui offre une assistance juridique aux victimes des communautés minières et dénonce les dommages causés par les opérations minières, notamment les violations des droits humains et les problèmes environnementaux. Les ONG occidentales anti-minières sont aussi exclues de la collaboration.

Les échanges sont plus poussés au niveau africain, particulièrement avec les syndicats des pays anglophones comme le Nigeria et l'Afrique du Sud. Ils portent sur les conditions de travail, la santé et la sécurité au travail et les stratégies des FMN. Cependant, l'établissement des liens n'est pas facile entre les syndicats travaillant pour la même FMN, comme les Ghanéens et Sud-africains d'AngloGold et de Goldfield. Les FMN s'emploient ardemment à décourager toute initiative locale visant à établir des liens entre les syndicats locaux. Un responsable de branche parle d'une invitation de la part de leurs collègues sud-africains que leur commune direction a empêché. Une autre difficulté est due aux barrières

linguistiques qui séparent les anglophones ghanéens des francophones des pays environnants; un handicap qui nuit au développement de la coopération multilatérale au niveau de la CEDEAO.

Les espaces de l'action syndicale et les modes d'interaction sont liés au sens qu'y accordent les leaders. La solidarité repose sur un regroupement clanique qui crée une mutualité d'intérêts entre les salariés. L'identité ouvrière est spatialement délimitée et n'outrepasse pas les frontières établies. Les intérêts du GMWU avec les pays étrangers ne sont ni communs ni conflictuels. Une approche instrumentale qui vise le développement de nouveaux savoir-faire définit l'engagement international dans un processus où le GMWU identifie d'abord les ressources et établit les priorités au niveau local et les porte ensuite à l'international. Cette approche touche aussi à l'établissement d'un partenariat avec les gestionnaires dans une politique de professionnalisation au moyen des programmes éducatifs. Le syndicat se dit engagé dans « un authentique partenariat avec les gestionnaires ». En réalité, les leaders locaux manquent de compétences pour comprendre et composer avec les stratégies sophistiquées des FMN. C'est en cela que les programmes de formation visent à accroître leurs capacités, mais aussi celles des cadres récemment syndiqués dans le *Professional and Managerial Staffs Association Union*, et affilié au GMWU.

Les besoins en ressources infrastructurelles sont comblés par les programmes de formation auxquels participent les dirigeants syndicaux mais aussi des travailleurs qui servent ainsi de relais entre les structures syndicales et la base. Ce transfert de connaissances vise à soulager la déficience des infrastructures en matière d'éducation et de formation au niveau national. L'action syndicale à l'international, basée sur le développement des savoir-faire et des compétences, est ainsi arrimée aux priorités établies par le syndicat. Aussi bien la logique de professionnalisme au moyen duquel le syndicat encadre la capacité discursive de ses membres que l'emphase sur la formation pour accroître leur pouvoir de négociation répondent aux besoins locaux et satisfont aux attentes des travailleurs et des communautés. Cette stratégie est en fait enracinée dans la mesure où elle répond au manque en besoins matériels et éducatifs fondamentaux des travailleurs.

Structure économique et arrangements institutionnels dans le cas mexicain

La mondialisation au Mexique, comme dans plusieurs pays émergents, a été perçue comme un moyen d'attirer plus de IDE par une politique de bas salaires qui remonte au début de l'industrialisation dans les industries minières et manufacturières (Caufield, 2004). Le code minier, promulgué en 1992 et amendé en 1996 et 2005, recouvre les processus d'exploration et de production, et a permis

une augmentation de la participation des FMN minières au Mexique, autorisant à hauteur de 100 % les fonds de propriété privée dans l'exploration, le développement et la production des biens jadis réservés au gouvernement (Torres, 2004). L'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé en 1994 s'ajoute à d'autres accords commerciaux avec plus de 50 pays pour favoriser à la fois l'IDE et une augmentation des échanges commerciaux entre le Mexique, le Canada et les États-Unis. Cependant, la répartition sociale des revenus est restée inégale. Selon un rapport officiel de 2008 qui définit la pauvreté en termes d'accès à la nourriture, 18,2 % des Mexicains vivent sous le seuil de pauvreté. Une définition basée sur l'accès aux biens et ressources de première nécessité fait monter le taux à plus de 47 %, une statistique plus conforme à la réalité de l'économie informelle qui atteint les 50 % (Bayon, 2009).

Plusieurs auteurs ont qualifié de « corporatisme autoritaire » les arrangements institutionnels au Mexique (Bizberg, 1999; Middlebrook, 1995). Pendant plusieurs décennies, les syndicats officiels, notamment la *Confederación de los Trabajadores de México* (CTM), ont entretenu des liens privilégiés avec l'État. Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui a été au pouvoir fédéral du début des années 1930 à 2000 a toujours maintenu de forts liens avec les syndicats officiels dont il se servait comme courroie de transmission. Les responsables des syndicats officiels – qui ont fortement contribué à l'hégémonie électorale du PRI – bénéficiaient de diverses ressources, notamment financières, d'un accès privilégié à l'administration publique et aux tribunaux administratifs, et contrôlaient l'accès aux programmes d'aide aux logements destinés aux travailleurs (*Infonavit*). En contrepartie, les syndicats officiels exerçaient un contrôle étroit aussi bien sur les revendications que les activités des travailleurs.

Les récents changements politiques et l'émergence de confédérations syndicales indépendantes ont ébranlé les arrangements institutionnels antérieurs (Bensusán et Cook, 2003). Suite à l'élection en 2000 de Vicente Fox du Parti conservateur (PAN), la rivalité entre les syndicats indépendants et la CTM a provoqué une crise du régime de relations du travail. L'opposition de la CTM aux différentes réformes du code de travail et l'affaiblissement du cadre corporatiste (Bensusán, 2011) ont contribué à la fragmentation des syndicats.

Même si le secteur minier est demeuré à l'extérieur du contrôle de la CTM, les pratiques des Mineros ont longtemps été similaires à celles de cette dernière. De fait, dès 1950 jusqu'en 2002, les Mineros ont été très actifs dans la consolidation du régime corporatiste. Ils ont tiré des bénéfices de ce régime (matériels, financiers, politiques) en échange d'une discipline syndicale à toute épreuve. Suite au décès du secrétaire général des Mineros en 2001, qui a été au pouvoir pendant presque quatre décennies et remplacé par son fils, les Mineros ont suivi un parcours différent.

Stratégie de l'action syndicale à l'international dans le cas mexicain

Du fait de sa position politique, la CTM, sous l'égide d'un petit groupe de bureaucrates qui monopolisaient les ressources et délimitait les espaces d'action, a longtemps contrôlé l'accès aux réseaux internationaux. Mais dès 1990, plusieurs événements – dont les litiges au sujet des accords de libre-échanges – ont ouvert de nouveaux espaces d'action pour les syndicats indépendants. En particulier, l'appui de la CTM à l'ALENA a poussé des syndicats étrangers comme l'AFL-CIO et le Congrès du travail du Canada (CTC) à développer des alliances avec des syndicats indépendants. En 2001, l'ouverture d'un bureau de la Fédération internationale des organisations des travailleurs de la métallurgie (FIOM) à Mexico a également favorisé l'implication à la fois des syndicats officiels et des syndicats indépendants dans les activités internationales.

Les Mineros se sont affiliés à la FIOM à cette période et sont devenus très actifs, participant régulièrement aux activités internationales. Rapidement, leur secrétaire général s'est engagé dans le comité exécutif de la FIOM et en a été élu membre. Les Mineros ont aussi établi des contacts réguliers avec des syndicats du Nord et du Sud et ont pris l'initiative d'organiser des événements qui ont rassemblé des syndicats de différents pays travaillant pour la même FMN. Les espaces de l'action syndicale se sont ainsi élargis pour intégrer différents niveaux (local, national et continental) et couvrir de larges domaines. Les échanges portaient sur les conditions de travail, la santé et la sécurité au travail, les droits des travailleurs et leur qualité de vie. Les responsables locaux étaient directement engagés dans ce processus d'échange d'information avec l'étranger et transmettaient en retour l'information à la base. Ce processus de communication du haut vers le bas était crucial dans la mesure où il impliquait l'engagement de la base dans les actions de solidarité et les campagnes de soutien aux grèves.

Les Mineros ont joué un rôle important dans la construction d'étroites relations entre les syndicats de l'Amérique du Sud et du Nord, notamment avec le *United Steelworkers of Americas* (USWA), en développant des liens qui seront très utiles pendant les périodes difficiles. Outre la construction de denses réseaux au niveau continental, ils se sont engagés dans la mobilisation collective au niveau national; ce qui les a placés au cœur de violentes luttes contre *Grupo México*, la puissante FMN mexicaine de l'industrie minière réputée pour ses activités antisyndicales. En juin 2005, le syndicat a organisé avec les mineurs péruviens et américains une journée de protestation à laquelle plus de 10 000 travailleurs ont pris part. Et comme les affrontements avec l'employeur devenaient de plus en plus nombreux et violents, ils étaient à la une des médias. En septembre 2005, après 46 jours de grève, le syndicat local de deux aciéries du *Grupo México* à Michoacán a obtenu une importante amélioration des conditions de

travail. L'année suivante en avril, une usine a connu un incident tragique. Suite à l'intervention de l'armée contre les grévistes, plusieurs travailleurs ont été blessés et deux sont morts à la suite de leurs blessures. De violentes grèves ont été déclenchées dans le nord du Mexique, notamment à Pasta de Conchos en février 2006 où 65 mineurs ont péri dans l'effondrement d'une mine. Le secrétaire général des *Mineros* accusa la direction de *Grupo México* de crime industriel. Malgré le soutien dont bénéficiait le syndicat aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Mexique, le gouvernement décida de révoquer les membres de l'exécutif syndical de leur fonction en février 2006, les accusant de fraude; une accusation que le syndicat a toujours nié. Le USWA – avec lequel les mineurs ont scellé une alliance stratégique – ont initié des activités de mobilisation en faveur des *Mineros*, conjointement avec la FIOM pour contraindre l'employeur et forcer le gouvernement à intervenir. Malgré tous ces efforts, et bien que les autorités judiciaires fédérales se soient prononcées en faveur du secrétaire général des *Mineros*, jusqu'au début de l'année 2012, ce dernier vivait toujours en exil au Canada.

Ces épisodes de conflits illustrent que les modes d'interaction reposent sur deux processus inter-reliés. D'une part, une mobilisation active qui donne une perspective globale aux enjeux locaux et les transpose dans la sphère transnationale en sensibilisant les acteurs internationaux, comme la FIOM. D'autre part, la création de coalitions qui repose sur un engagement dans le long terme entre différents syndicats nationaux. Ces coalitions sont basées sur l'apprentissage de nouveaux répertoires d'action tant au plan local qu'international. Ces deux processus – mobilisation et construction de coalitions – constituent le cœur de la stratégie syndicale à l'international des *Mineros* et un outil indispensable de lutte contre les employeurs, l'État et les syndicats officiels.

L'action syndicale internationale représente une occasion de renouveler le cadre de référence de la solidarité transnationale et de dépasser l'approche bureaucratique de la vieille garde syndicale. Les *Mineros* se perçoivent avant tout comme une partie prenante d'un mouvement qui transcende les frontières nationales. Ils estiment que les coalitions internationales ne consistent pas seulement à établir des réseaux d'échanges mais à transformer aussi bien la mondialisation que les cadres de référence des travailleurs. Ils insistent sur la nécessité de construire des coalitions transfrontalières afin de créer une communauté d'intérêts entre les travailleurs de différents pays. Le « nous » est devenu plus inclusif, et repose sur une vision plus large des intérêts des uns et des autres. Cette transformation du cadre de référence se combine à un élargissement des répertoires d'action et à une intensification des échanges avec d'autres syndicats nationaux. L'action syndicale internationale apparaît ainsi comme une partie intégrante de la stratégie des *Mineros*.

Comprendre les stratégies de l'action syndicale à l'international au Ghana et au Mexique

Les changements de leadership chez le GMWU et les Mineros ont entraîné une réflexion sur les pratiques syndicales et enclenché un processus de renouveau. Dans les deux cas, ce processus a conduit les syndicats à s'engager dans des relations transfrontalières. Cependant, ils ont privilégié des stratégies différentes : le développement des aptitudes et savoir-faire au Ghana et la construction des coalitions au Mexique.

Comme le montre le tableau 1, ces stratégies diffèrent sur chacun des champs de l'action syndicale à l'international : les espaces, les modes d'interaction et les cadres de référence. Premièrement, le GMWU intervient surtout au niveau continental et concentre ses activités sur la formation et le développe-

TABLEAU 1

Stratégies de l'action syndicale à l'international dans les cas ghanéen et mexicain

Champs de l'action syndicale internationale	GMWU : stratégie de développement des savoir-faire	Mineros : stratégie de construction des coalitions
Les espaces de l'action syndicale à l'international		
Niveaux	Continental	Continental et transnational
Enjeux traités	Formation, jeunesse et femmes, amélioration de la qualité de vie dans les communautés minières	Conditions de travail et droits du travail, santé et sécurité au travail
Espaces d'engagement des salariés et des leaders locaux	Programmes éducatifs pour la base, participation des leaders locaux aux rencontres de l'ICEM	Engagement de la base dans les campagnes de solidarité, échanges d'information entre les leaders locaux de différents pays
Les modes d'interaction avec les syndicats et avec les ONG		
Répertoires d'action	Échange et partage d'information – plus forte au niveau continental	Partage d'information : campagnes de soutien aux grèves, mobilisation active
Intensité des liens	Faibles liens avec les syndicats et les ONG	Forts liens avec les syndicats nord-américains et la FIOM
Nature des relations	Coopération avec les syndicats, relations moins cordiales avec les ONG	Forte collaboration avec les syndicats
Les cadres de référence des syndicats à l'international		
Solidarité	Forte identité de groupe spatialement déterminée; association clanique et mutualité d'intérêts avec l'employeur	Identité de classe, mutualité d'intérêt avec d'autres travailleurs et contre l'employeur et l'État
Action internationale	Recherche de ressources, approche instrumentale pour développer de nouvelles compétences et savoir-faire	Mobilisation et engagement pour construire des coalitions et renouveler l'action syndicale

ment des savoir-faire. Les Mineros, pour leur part, interviennent aussi bien au niveau continental que transnational, et sont impliqués dans les échanges d'information et les campagnes de solidarité. Deuxièmement, alors que le GMWU entretient de faibles liens avec les syndicats sur la base des échanges d'information, la forte intensité des liens établis entre les Mineros et les syndicats nord-américains et la FIOM ont permis le développement des campagnes de soutien et la mobilisation active. Troisièmement, le GMWU conçoit ses intérêts sur la base d'une forte identité de clan, et définit son engagement international en termes de moyens visant à accroître ses ressources et développer de nouvelles compétences. Les Mineros les définissent en fonction d'une identité de classe et leur engagement international consiste à construire et pérenniser des coalitions transfrontalières.

Comment peut-on expliquer ces différences observées dans les stratégies de l'action syndicale à l'international des Mineros et du GMWU? Elles tirent leur origine de la dynamique de l'économie politique dans laquelle ces syndicats sont enracinés et des structures d'opportunités au niveau supranational. Premièrement, les stratégies (le développement des savoir-faire au Ghana et la construction des coalitions au Mexique) sont enracinées dans les structures économiques des pays et portées par leurs arrangements institutionnels. Dans les communautés minières du Ghana rural caractérisées par un fort taux d'analphabétisme, l'absence d'infrastructures et une forte économie informelle, les Ghanéens attendent que le secteur minier participe aux politiques d'allègement de la pauvreté et de développement socio-économique. En s'engageant dans l'éducation, la formation et l'amélioration des conditions de vie, le GMWU enraine son engagement international dans ce contexte de vulnérabilité; un engagement facilité par un cadre institutionnel cohésif et stable. Dans son partenariat stratégique avec les FMN minières (la politique de professionnalisme), le GMWU conçoit l'action syndicale à l'international comme un processus instrumental pour atteindre ses objectifs. Au Mexique, où la situation économique est meilleure malgré la politique des bas salaires pour attirer l'IDE et le régime corporatiste défavorable aux travailleurs et à leurs communautés, les Mineros n'ont pas besoin de ressources infrastructurelles et n'attendent pas l'assistance des instances transnationales pour déclencher les programmes de développement et d'éducation. Les travailleurs et leur famille ont un plus grand accès à l'éducation, et les Mineros attendent plutôt de leurs alliés nord-américains de l'assistance dans le cadre de leur campagne de mobilisation. En réalité, le manque d'alliés locaux et les difficiles relations avec l'État et les FMN, et la rivalité avec les syndicats officiels forcent les Mineros à s'engager à l'international. La construction de coalitions répond ainsi aux besoins locaux des Mineros. Le développe-

ment des savoir-faire et la construction des coalitions trouvent leur sens dans l'économie politique dans laquelle chaque syndicat est enraciné. L'économie politique nationale agit de façon différente sur les stratégies des syndicats au Ghana et au Mexique, illustrant ainsi que l'action syndicale à l'international est toujours enracinée.

Deuxièmement, les stratégies des syndicats sont façonnées par les structures d'opportunité au niveau supranational. Au Ghana, les alliés au niveau continental ont moins de ressources infrastructurelles et matérielles à offrir. Les barrières linguistiques qui les séparent des pays francophones de la CEDEAO et les difficultés à établir une relation bilatérale avec les syndicats des pays anglophones, notamment avec leur partenaire sud-africain, ont réduit l'étendue des réseaux du GMWU. Du fait du manque d'engagement des syndicats occidentaux et de l'indifférence de la part des instances mondiales, le GMWU ne peut s'attendre à la construction d'une coalition aux dimensions transnationales comme les Mineros. Ils comptent beaucoup plus sur les programmes d'éducation et de formation à l'étranger. À l'inverse, les Mineros sont littéralement attirés dans l'arène transnationale par leurs alliés qui disposent d'une diversité de ressources et de moyens. Les Mineros ont pu compter sur les travailleurs canadiens et américains, dans le cadre de l'espace économique constitué par l'ALENA. Le fait de partager le même espace que les syndicats américains et canadiens les ont incités à redéfinir leurs intérêts d'une manière plus inclusive. La création d'un bureau régional de la Fiom à Mexico a également attiré les Mineros vers l'international. Grâce aux réseaux et aux campagnes de mobilisation avec les syndicats continentaux et internationaux, ils se sont engagés dans des activités transnationales et en cela précisément ont dépassé les enjeux nationaux de négociation collective.

L'économie politique nationale et les structures transnationales d'opportunité aident à comprendre la différence entre les deux stratégies, et montrent que l'action syndicale est toujours enracinée, non pas dans des illusions globales, mais dans de concrètes réalités locales qui diffèrent d'un pays à l'autre. En fonction des structures d'opportunité disponibles au niveau supranational, les syndicats transforment les enjeux locaux en projets globaux. En aucun cas, le choix ne porte sur les capitaux transnationaux à contrecarrer ou les réseaux locaux à développer. Chaque stratégie est fonction de l'économie politique favorable ou défavorable qui détermine les conditions économiques et les caractéristiques institutionnelles sous lesquelles le syndicat opère et qui le pousse à l'international. Les deux syndicats ont recouru aux ressources transnationales pour accroître leur capacité d'agir au niveau local. L'alternative qu'ils proposent est plutôt socialement construite, localement enracinée et façonnée par les structures d'opportunité transnationales.

Conclusion

Le débat polarisé sur la meilleure réponse syndicale au capitalisme transnational auquel cet article contribue a consisté à évaluer au moyen de trois champs analytiques que sont les espaces de l'action syndicale à l'international, les modes d'interaction et les cadres de référence, comment deux syndicats du Sud articulent le local et le global. Les résultats montrent que les stratégies syndicales transnationales peuvent être saisies par un mouvement ambivalent du local vers le global et du global vers le local – le premier indiquant l'enracinement du processus et le second son articulation. Du local au global, les espaces du syndicalisme transnational dépendent des besoins qui poussent les acteurs du bas vers le haut. Les enjeux internationaux sont alors internalisés et adaptés aux projets stratégiques locaux qui deviennent ainsi partie intégrante du programme international. Burawoy (2010) a raison d'insister sur l'importance de l'enracinement des initiatives syndicales dans les contextes locaux. Les deux syndicats nationaux sont enracinés dans des réalités locales à partir desquelles ils définissent leurs priorités et circonscrivent les espaces de leur engagement.

Cependant, les stratégies de ces deux syndicats sont également articulées au global. Cette articulation ne dépend pas seulement des acteurs locaux qui doivent recourir aux structures d'opportunité au niveau transnational comme le font les militants cosmopolites dont Tarrow (2005) et Webster, Lambert et Bezuidenhout (2008) font l'éloge. Il y a aussi un mouvement du global vers le local selon lequel les espaces du syndicalisme transnational sont fixés par les structures d'opportunité qui attirent les syndicats. Les syndicats saisissent ces opportunités pour renforcer leurs capacités d'action au niveau global et étendre l'espace de leurs pratiques locales au niveau supranational, utilisant leurs ressources locales pour entrer et sortir des alliances internationales. Comme le reconnaît Burawoy lui-même dans son étude sur la reproduction de l'ordre racial dans les mines de cuivre en Zambie, les forces externes et globales déterminent les processus sociaux (Burawoy, 2009 : 250-251). Le global ne peut être réduit au local et l'espace international a une autonomie à l'origine de différentes sortes d'opportunités structurales.

Bien que les résultats de cette recherche soient limités quant à la représentativité des deux cas, le renouveau de l'action syndicale à l'international dans un Sud pluriel dépend de ce processus d'enracinement et d'articulation. L'heuristique d'une *action syndicale internationale enracinée* repose sur ce double mouvement par lequel la fausse dichotomie du local versus le global est contournée en lieu et place d'une approche contextuelle qui ne recommande pas « une seule meilleure manière » de résister au capitalisme transnational sans égard aux économies politiques nationales. Il n'existe pas une recette universelle dans la construction des espaces de l'engagement international des syndicats. Les stratégies à géométries variables illustrées par les exemples du Ghana et du Mexique invitent les recherches à venir à se pencher davantage sur les diverses manières dont les syndicats naviguent entre le local et le global.

Bibliographie

- Akabzaa, Thomas. 2009. « Mining in Ghana: Implications for National Economic Development and Poverty Reduction ». *Mining in Africa: Regulation and Development*. Bonnie Campbell, dir. Londres : Pluto Press/IRDC, 25-65.
- Anner, Mark S. 2011. *Solidarity Transformed: Labor Responses to Globalization and Crisis in Latin America*. Ithaca, NY: ILR Press.
- Aryeetey, Ernest, Barfour Osei et Daniel Kwabena Twerefou. 2004. *Globalization, Employment and Livelihoods in the Mining Sector of Ghana*. Accra: ESSER, Occasional Paper.
- Baah, Anthony. 2005. « Assessing Labour and Environmental Standards in South African Multinational Companies in the Mining Industry in Africa: The Case of Goldfields Ghana ». *Mining Africa: South African MNC's Labour and Social Performance*. Windhoek, published on behalf of the African Labour Research Network by National Labour Economic Development Institute, 170-225.
- Bayon, M. Cristina. 2009. « Persistence of an Exclusionary Model: Inequality and Segmentation in Mexican Society ». *International Labour Review*, 148 (3), 301-316.
- Benford, Robert D. et David A. Snow. 2000. « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment ». *Annual Review of Sociology*, 26, 611-639.
- Bensusán, Graciela. 2011. « Labour Reform from a Regional Perspective: Experiences in the Americas ». *Social Regionalism in the Global Economy*. A. Blackett et C. Lévesque, dir. New York, London: Routledge, 207-224.
- Bensusán, Graciela et Maria Lorena Cook. 2003. « Political Transition and Labour Revitalization in Mexico ». *Research in the Sociology of Work*, 1, 229-267.
- Bizberg, Ian. 1999. « Le syndicalisme mexicain face à la mondialisation et à la décomposition du régime politique ». *La revue de l'IRES*, 29, 132-164.
- Burawoy, Michael. 2009. *The Extended Case Method: Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.
- Burawoy, Michael. 2010. « From Polanyi to Pollyanna: The False Optimism of Global Labor Studies ». *Global Labour Journal*, 1 (2), 301-313.
- Burgoon, Brian et Wade Jacoby. 2004. « Patch-Work Solidarity: Describing and Explaining US and European Labour Internationalism ». *Review of International Political Economy*, 11 (5), 849-879.
- Campbell, Bonnie. 2004. *Enjeux des nouvelles réglementations minières en Afrique*. Document de recherche 3. Uppsala, Suède : Nordiska Afrika Institutet.
- Caufield, Norman. 2004. « Labor Relations in Mexico: Historical Legacies and Some Recent Trends ». *Labor History*, 45 (4), 445-467.
- Cohen, Mitchell. 1992. « Rooted Cosmopolitanism ». *Dissent*, Fall, 478-483.
- Dufour, Christian et Adelheid Hege. 2011. « Diversité des équipes de délégués et fondements communs de la représentation collective: comparaisons internationales et retour ». *Revue de l'IRES*, 68 (1), 19-42.
- Ghigliani, Pablo. 2005. « International Trade Unionism in a Globalizing World: A Case Study of New Labour Internationalism ». *Economic and Industrial Democracy*, 26 (3), 359-382.

- Greer, Ian et Marco Hauptmeier. 2008. « Political Entrepreneurs and Co-Managers: Labour Transnationalism at Four Multinational Auto Companies ». *British Journal of Industrial Relations*, 46 (1), 76-97.
- Herod, Andrew. 1995. « The Practices of International Labour Solidarity and the Geography of the Global Economy ». *Economic Geography*, 71 (4), 341-363.
- Herod, Andrew. 2002. « Organizing Globally, Organizing Locally: Union Spatial Strategy in a Global Economy ». *Global Unions? Theory and Strategies of Organized Labour in the Global Political Economy*. Jeffrey Harrod et Robert O'Brien, dir. London et New York: Routledge, 83-99.
- Herod, Andrew, Al Rainnie et Susan McGrath-Champ. 2007. « Working Space: Why Incorporating the Geographical is Central to Theorizing Work and Employment Practices ». *Work, Employment and Society*, 2 (2), 247-264.
- Hilson, Gavin M. 2002. « The Future of Small-scale Mining: Environmental and Socioeconomic Perspectives ». *Futures*, 34, 863-872.
- Hilson, Gavin M. 2004. « Structural Adjustment in Ghana: Assessing the Impacts of Mining-Sector Reform ». *Africa Today*, 51 (2), 53-77.
- Hutchful, Eboe. 2002. *Ghana's Adjustment Experience: The Paradox of Reform*. Geneva: UNRISD.
- Johns, Rebecca. 1998. « Bridging the Gap between Class and Space: U.S. Worker Solidarity with Guatemala ». *Economic Geography*, 74 (3), 252-271.
- Kay, Tamara. 2005. « Labor Transnationalism and Global Governance: The Impact of NAFTA on Transnational Labor ». *American Journal of Sociology*, 111 (3), 715-756.
- Konadu-Agyemang, Kwadwo. 2000. « The Best of Times and the Worst of Times: Structural Adjustment Programs and Uneven Development in Africa: The Case of Ghana ». *Professional Geographer*, 52 (3), 469-483.
- Konings, Piet. 2006. « African Trade Unions and the Challenge of Globalisation: A comparative Study of Ghana and Cameroon ». *The Future of Organised Labour: Global Perspectives*. Craig Phelan, dir. Bern: Peter Lang, 361-395.
- Lambert, Robert. 2002. « Labour Movement Renewal in the Era of Globalization: Union Responses in the South ». *Global Unions? Theory and Strategies of Organized Labour in the Global Political Economy*. Jeffrey Harrod et Robert O'Brien, dir. London et New York: Routledge, 185-203.
- Lévesque, Christian et Mélanie Dufour-Poirier. 2005. « International Union Alliances: Evidence from Mexico ». *Transfer: European Review of Labour and Research*, 11 (4), 531-548.
- Lévesque, Christian et Gregor Murray. 2010. « Understanding Union Power: Resources and Capabilities for Renewing Union Capacity ». *Transfer: European Review of Labour and Research*, 16 (3), 333-350.
- Lillie, Nathan et Miguel Martinez Lucio. 2004. « International Trade Union Revitalization: The Role of National Unions Approaches ». *Varieties of Unionism: Strategies for Union Revitalization in a Globalizing Economy*. C. Frege et J. Kelly, dir. Oxford: Oxford University Press, 159-179.
- Lillie, Nathan et Miguel Martinez Lucio. 2012. « Rollerball and the Spirit of Capitalism: Competitive Dynamics within the Global Context, the Challenge to Labour Transnationalism, and the Emergence of Ironic Outcomes ». *Critical Perspectives on International Business*, 8 (1), 74-92.

- Marston, Sallie A. 2000. « The Social Construction of Scale ». *Progress in Human Geography*, 24 (2), 219-242.
- Middlebrook, Kevin J. 1995. *The Paradox of Revolution: Labour, the State and Authoritarianism in Mexico*. Baltimore: John Hopkins University Press.
- Munck, Ronaldo. 2002. *Globalization and Labour: The New Great Transformation*. New York: Zed Books.
- Panford, Kwamina. 2001. *IMF-World Bank and Labor's Burdens in Africa: Ghana's Experience*. Westport: Praeger.
- Pulignano, Valeria. 2005. « EWCs and Cross-National Employee Representative Coordination: A Case of Trade Union Cooperation ». *Economic and Industrial Democracy*, 26 (3), 383-412.
- Rothchild, Donald, dir. 1991. *Ghana: The Political Economy of Recovery*. Boulder: Lynne Rienner.
- Ryland, Rebecca et David Sadler. 2008. « Revitalizing the Trade Union Movement through Internationalism: The Grassroots Perspective ». *Journal of Organizational Change Management*, 21 (4), 417.
- Tarrow, Sidney. 2005. *The New Transnational Activism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Torres, Yvette E. 2004. « The Mineral Industry of Mexico ». *U.S Geological Survey Minerals Yearbooks-2004*. 13.1-13.25.
- Turnbull, Peter. 2010. « From Social Conflict to Social Dialogue: Counter-mobilization on the European Waterfront ». *European Journal of Industrial Relations*, 16 (4), 333-349.
- Webster, Eddie, Robert Lambert et Andries Bezuidenhout. 2008. *Grounding Globalisation: Labour in the Age of Insecurity*. Oxford: Blackwell.

RÉSUMÉ

L'action syndicale à l'international vue du Sud : du global au local ou du local au global?

Ce texte propose une relecture du débat sur l'action syndicale à l'international entre la construction de coalitions globales et le développement de réseaux locaux. Il se base sur le récit des représentants syndicaux du secteur minier au Ghana et au Mexique. Les stratégies syndicales sont saisies sous les trois dimensions analytiques que sont les espaces de l'action syndicale à l'international, les modes d'interaction et le cadre de référence. L'objectif de l'article vise à comprendre comment les syndicats nationaux naviguent entre le local et le global, et les facteurs qui les poussent et les attirent vers les espaces transnationaux.

Alors que les deux syndicats sont engagés dans un processus de renouvellement de leur action, leur stratégie transnationale diffère : les Ghanéens sont engagés dans le développement de nouvelles aptitudes et de nouveaux savoir-faire et les Mexicains dans la construction des coalitions. Ces constats suggèrent que l'action syndicale à l'international est fonction des contingences nationales. Primo, le syndicat ghanéen intervient surtout au niveau continental africain et privilégie le développement des compétences locales et nationales. De son côté, le syndicat mexicain est présent aussi bien au niveau continental nord-américain que trans-

national, notamment dans des campagnes de solidarité. Secundo, les Ghanéens entretiennent de faibles liens avec les autres syndicats. De l'autre, les Mexicains sont engagés dans un large répertoire d'action avec les syndicats nord-américains et les fédérations internationales. Tertio, les Ghanéens conçoivent leurs intérêts sur la base d'une forte identité clanique et définissent leur engagement international en termes de ressources. Pour leur part, les Mexicains bâtissent des coalitions transnationales sur la base d'une identité de classe.

Allant au-delà de la dichotomie entre le local et le global, les stratégies syndicales à l'international sont socialement construites et localement enracinées. Elles s'expliquent par la dynamique de l'économie politique dans laquelle se trouvent insérés ces syndicats et les structures d'opportunité transnationale à leur portée.

MOTS-CLÉS : syndicats, réseaux, coalitions, Ghana, Mexique

SUMMARY

Southern Perspectives on Transnational Unionism: From the Global to the Local or from the Local to the Global?

Based on the account of trade union representatives from the mining sector in Ghana and Mexico, this paper offers a re-reading of the debate on transnational unionism between developing global coalitions and local networks. Trade union strategies are captured under three analytical fields: spaces of transnational unionism, modes of interaction, and frames of reference. The paper's objective is to understand how national trade unions articulate the local and the global, and identify the factors that push and pull them into the transnational space.

While trade unions in both countries have undergone a process of union renewal, their transnational strategy differs: Ghanaians are engaged in capacity building and Mexicans in coalition building. Strategies of transnational unionism are shaped by national contingencies. First, the Ghanaian trade union intervenes mainly at the African regional level through education and training programs for the rank and file, while the Mexican trade union is present at both the North-American regional and transnational levels, particularly through solidarity campaigns. Second, while Ghanaians maintain weak ties with other trade unions, the Mexicans are engaged in a wide repertoire of action with the North-American trade unions and international federations. Third, Ghanaians conceive their interests on the basis of a strong clan-based identity and see transnational unionism as a mean to increase their resources, while Mexicans build broader coalitions based upon class identity.

In both cases, strategies of transnational unionism go beyond the dichotomy of the local and the global. They are socially constructed, locally embedded and are shaped by the dynamics of the political economy in which the trade unions are rooted and the supranational structures of opportunity available to them.

KEYWORDS: trade unions, networks, coalitions, Ghana, Mexico

RESUMEN

El internacionalismo sindical visto del Sur: Alternancia entre lo local y lo global

Este estudio propone una relectura del debate sobre la acción sindical al internacional que oscila entre la construcción de coaliciones globales y el desarrollo de redes locales. Se basa en el relato de representantes sindicales laborando en el sector de la minería en Ghana y en México. Las tres dimensiones analíticas que permiten distinguir las estrategias sindicales entre sí son: los espacios de la acción sindical al internacional, los modos de interacción, y el marco de referencia. El objetivo del estudio es comprender cómo los sindicatos nacionales despliegan sus acciones entre los niveles local y global y analizar los factores que los empujan y los atraen hacia los espacios transnacionales.

Ambos sindicatos están implicados en un proceso de renovación de sus acciones. Sin embargo, las estrategias desplegadas a nivel transnacional suelen ser diferentes: los Ghaneses se han dedicado al desarrollo de nuevas aptitudes y habilidades o destrezas, y los mexicanos se han involucrado en construir coaliciones. Estas constataciones sugieren que la acción sindical al internacional depende de contingencias nacionales. En primer lugar, el sindicato de Ghana concentra su acción principalmente a nivel continental de África y privilegia el desarrollo de competencias locales y nacionales. Por su lado, el sindicato de México está presente tanto en el ámbito continental norteamericano como transnacional, involucrándose en particular en campañas de solidaridad. En segundo lugar, los Ghaneses mantiene pocos vínculos con los demás sindicatos. Por su lado, los mexicanos amplían su repertorio de acción relacionándose con sindicatos norteamericanos y federaciones internacionales. En tercer lugar, los Ghaneses conciben sus intereses sobre la base de una fuerte identidad de clan y definen su implicación internacional en términos de recursos. Al revés, los Mexicanos construyen coaliciones transnacionales basándose en una identidad de clase.

Más allá de la dicotomía entre los niveles local y global, las estrategias sindicales en el ámbito internacional son socialmente construidas y se enraizan a nivel local. Estas se explican por la dinámica de la economía política en la cual los sindicatos se encuentran insertados y las estructuras de oportunidad transnacional a su alcance.

PALABRAS CLAVE: sindicatos, redes, coaliciones, Ghana, México